



Cahier des Clauses Techniques Particulières

CONTROLE TECHNIQUE

CYCLE DE VALIDATION		
Rédaction : CHAPELAIN.K Date : 14/02/2025 Signature :	Approbation : LAUNAY.M Date : 14/02/2025 Signature :	Validation : LESCOT.L Date : 14/02/2025 Signature :

SOMMAIRE

1. GENERALITES	3
2. NORMES ET REGLEMENTS	4
3. PREVENTION DES RISQUES	4
4. PLANNING DES TRAVAUX – PHASAGE	4
5. COMPOSITION DE L'EQUIPE.....	5
6. AMIANTE	5
7. FORME DES DOCUMENTS	6
8. INDEPENDANCE DU TITULAIRE	6
9. MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION	6
10. RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT	6
11. MISSIONS DU CT	7
11.1. RAPPORT EN PHASE ETUDE APD.....	7
11.2. RAPPORT EN PHASE ETUDE PRO.....	8
11.3. REUNION DE LANCEMENT.....	8
11.4. COMPTES-RENDUS DU CONTROLEUR TECHNIQUE SUR LES RAPPORTS DU MOE	8
11.5. RAPPORT INITIAL	8
11.6. COMPTE-RENDU (CR) D'EXAMEN DES DOCUMENTS D'EXECUTION.....	8
11.7. REUNIONS DE CHANTIERS.....	8
11.8. VISITE EN DEHORS DES REUNIONS DE CHANTIER	8
11.9. RAPPORT FINAL DE CONTROLE TECHNIQUE.....	8
11.10. LE RAPPORT FINAL DE SECURITE DES PERSONNES	9
11.11. RAPPORT DE VERIFICATION INITIALE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES.....	9
12. DELAIS	9

1. GENERALITES

Le présent cahier définit les contraintes techniques générales d'exécution de la mission de Contrôleur Technique. Celles-ci s'appliquent à tous les bons de commande et sont complétées, en fonction des particularités des marchés de travaux afférents.

Les prestations s'exécutent dans le cadre d'opérations de travaux de toutes natures telles que :

- Voirie Réseaux Divers,
- Terrassement, fondations, gros œuvre,
- Charpente,
- Couverture, étanchéité,
- Bardage,
- Menuiserie,
- Serrurerie,
- Plâtrerie-isolation,
- Faux-plafond,
- Chape-Revêtement de sol,
- Peinture, revêtement mural,
- Ascenseur,
- Plomberie, sanitaires, paillasse,
- Chauffage, ventilation, climatisation,
- Fluides médicaux,
- Electricité,
- Travaux de construction / démolition,
- Désamiantage,
- Système de sécurité incendie.

Dans ce contexte, le titulaire exerce sa mission de coordination, conformément aux réglementations en vigueur régissant son domaine de compétences.

Les caractéristiques et configuration sont les suivantes :

Niveau de chantier	Catégorie 1 à 3
Architecte	Avec ou sans
BET	Avec ou sans
Maître de l'ouvrage	Etablissement concerné
Adresse	Divers : voir lieu d'exécution
Responsable du suivi du marché	Selon lieu d'exécution
Classement	IGH, ERP et Code du travail
Travaux neufs	Oui ou non
Travaux sur existants	Oui ou non
Etude de sol	Avec ou sans
Technique innovante	Oui ou non
Ouvrages de caractère exceptionnel	Non
Autorisation de travaux	Toujours : soit permis de construire/démolir, soit déclaration préalable

2. NORMES ET REGLEMENTS

Pour chaque mission, le prestataire doit respecter l'ensemble des réglementations et normes en vigueur. Il doit notamment respecter le code du travail, le code de la construction, le code de la santé publique, ainsi que tous les codes, textes réglementaires.

Le contrôleur technique intervient en application des articles L111-23 à L111-26 et R111-29 à R111-42 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).

Le contenu des différentes missions du contrôleur technique est celui défini dans le décret n°99-443 du 28 mai 1999 modifié qui établit le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique (CCTG-CT) et la norme NF P 03-100 de septembre 1995, complétés et précisés dans le présent CCTP.

L'activité de contrôle technique est soumise à agrément. Les contrôleurs techniques doivent agir avec impartialité et n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à leur indépendance avec les personnes, organismes, sociétés ou entreprises qui exercent une activité de conception, d'exécution ou d'expertise dans le domaine de la construction.

Aux termes du présent accord-cadre, le contrôleur technique désigne la personne physique chargée de l'exécution des prestations.

3. PREVENTION DES RISQUES

En cas d'intervention en zone amiante, le titulaire respecte les obligations afférentes au respect des consignes de sécurité et de prévention imposés par l'activité hospitalière de l'Etablissement et la présence éventuelle de matériaux amiantés dans les locaux qui seront visités.

Ainsi, le titulaire s'engage à :

- Fournir les attestations de formation à la prévention du risque amiante (articles R 4412-87 à 89 du code du travail) des préposés intervenant sur site (voir chapitre 6)
- Garantir le respect des différentes réglementations (code du travail, code de la santé publique, code de l'environnement...).

A la charge du titulaire de mettre à disposition de ses personnels les équipements nécessaires à la bonne exécution de son marché (Equipement de Protection Individuelle, moyens d'accès, matériels...). Ces matériels et équipements doivent respecter les préconisations réglementaires et notamment, si obligation, posséder leur certificat de contrôle périodique.

Le titulaire doit strictement respecter les procédures, protocoles et consignes du GHT Normandie Centre, notamment lors de l'accès en zone à risque d'émission de fibre d'amiante, mais également lors de l'entrée dans les services de soins, blocs opératoires, services stériles et autres services de réanimations.

4. PLANNING DES TRAVAUX – PHASAGE

D'une manière générale, la période d'intervention des marchés de prestations intellectuelles est fixée du lundi au vendredi, de 8H00 à 18H00. Si des contrôles ou visites ne peuvent être réalisés aux dates initialement prévues, ou doivent être écourtés ou interrompus lors des interventions, le titulaire s'engage à reprogrammer ces opérations ultérieurement, sans surcoût.

5. COMPOSITION DE L'EQUIPE

Le titulaire a déterminé dans le cadre de réponse la composition de l'équipe dédiée à l'exécution de la prestation telle que mise à disposition, pour l'ensemble des bons de commande qui seront émis, quelles que soient les opérations de travaux programmées. L'équipe doit être composée de préposés en nombre suffisant pour faire face, le cas échéant, à plusieurs opérations se déroulant simultanément.

Le titulaire fournit, à l'appui de son offre, le cadre de composition de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations. Les préposés sont désignés parmi les profils déterminés.

Conformément à la réglementation en vigueur, le contrôleur est suppléé dans ses missions, par un contrôleur de niveau équivalent. Dans tous les cas, les contrôleurs doivent justifier d'une expérience de plusieurs années en milieu hospitalier et en IGH et ERP, avec des interlocuteurs spécialistes CFO-CFA, Fluides médicaux, CVC, formés particulièrement au type U.

6. AMIANTE

Des travaux peuvent être exécutés en présence de matériaux amiantés. Le titulaire devra alors prendre en compte la liste ci-dessous non exhaustive des réglementations « amiante » :

- Code du Travail : Partie IV, Livre IV, Titre I, Chapitre II, Section 3, Sous-section 2, Articles R4412-94 à R4412-124 et Sous-section 4, Articles R 4412-144 à R4412-148 : Dispositions communes à toutes les activités comportant des risques d'exposition à l'amiante et dispositions particulières aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante
- Code de la Santé Publique : Partie I, Livre III, Titre III, Chapitre IV, Section 2, Sous-section 4, Articles R 1334-25 à R1334-29-3 : Obligations issues des résultats des repérages
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

Conformément aux dispositions des différents codes et textes relatifs aux interventions de maintenances réalisées sur, ou à proximité de matériaux ou équipements pouvant contenir de l'amiante, le titulaire remet au GHT Normandie Centre, avant le commencement d'exécution et le cas échéant, annuellement :

- L'aptitude médicale (absence de contre-indication à l'exposition et à l'inhalation de fibres d'amiante et au port des Equipement de Protection Individuel) délivrée par la médecine du travail, des intervenants exposés. Le titulaire est responsable de l'exposition des travailleurs et assure le suivi de ces expositions.
- L'attestation de compétence amiante au regard des missions confiées à l'intervenant (opérateur de chantier et/ou encadrant technique ou de chantier).
- Le mode opératoire amiante, intégrant les sous-traitants, rédigé par le titulaire selon la trame de l'établissement. Ce mode opératoire est annexé au plan de prévention. L'intervention ne peut être entreprise qu'après passage par le DES du GHT Normandie Centre, consultation du DTA.

À tout moment, l'établissement pourra faire cesser l'intervention, sans délais, si les prescriptions demandées et obligations réglementaires ne sont pas respectées.

7. FORME DES DOCUMENTS

Les documents transmis doivent être remis sous format numérique (Word, Excel, PDF - format DWG Autocad 2025 pour les plans et REVIT 2025) uniquement.

Afin de dater les réceptions de documents, et en l'absence d'un système automatique d'AR, les destinataires des courriels accusent systématiquement réception des documents transmis.

La nomenclature des noms de fichiers (intégrant les évolutions de version) et une numérotation continue et chronologique est définie avec l'accord du maître de l'ouvrage lors de la réunion de lancement.

Les rapports sont adressés au maître d'ouvrage.

8. INDEPENDANCE DU TITULAIRE

Le contrôleur Technique intervient sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage.

La mission de Contrôleur Technique est indépendante de celle du Coordinateur SPS et de celle du Coordinateur SSI.

9. MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Chaque demande d'intervention d'un établissement partie au marché fait l'objet d'un devis gratuit, dans un délai optimal ne pouvant excéder 7 jours calendaires à compter de la demande faite par courriel. Chaque devis détaillera à minima le coût et les délais de chaque opération, le nom de l'intervenant en charge de la prestation ainsi que le n° du marché concerné.

Après acceptation du devis par le maître d'ouvrage, une commande est émise par l'établissement partie. A réception, le prestataire s'engage alors à effectuer les opérations « de la commande » conformément aux conditions et délais définis sur son devis.

Il prend dès lors contact avec le responsable d'opération pour convenir d'un rendez-vous d'information.

10. RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Gestion des déplacements

Dans la mesure du possible, le titulaire privilégie les déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun. Si le déplacement en véhicule individuel est indispensable, le titulaire utilise de préférence un véhicule fonctionnant à l'énergie verte (électriques, GPL, hybride...) conforme aux normes en vigueur.

Depuis le 1er janvier 2025, la ville de Caen dispose d'une zone à faible émissions mobilité (ZFE). Dans cette zone, la circulation des véhicules non classés (antérieurs à 1997) est interdite.

Le CHU Caen Normandie est en dehors de cette zone mais son accès peut nécessiter de traverser la zone.

Le titulaire du marché s'engage à utiliser un véhicule relevant de la vignette Crit'air.

Pour vérification, le titulaire communique sur simple demande les justifications de transports et/ou la carte grise du véhicule avec mention de la catégorie Crit'Air du véhicule utilisé pour la prestation.

Informatique verte (Green IT)

Le titulaire met en place une pratique visant à utiliser les technologies de l'information de manière responsable afin de réduire son empreinte environnementale des activités informatiques :

- d'hébergement et de tri des données

- d'hébergement de sa plateforme de consultation en ligne
- de gestion raisonnée des courriels
- de recyclage du matériel informatique

Pour vérification, le titulaire transmet sur simple demande sa chartre informatique à l'acheteur.

Gestion des déchets

Le prestataire est responsable de la valorisation ou de l'élimination des déchets générés par l'exécution des prestations pendant toute la durée du marché. Il est chargé de la collecte, du transport, de l'entreposage, du tri et de l'évacuation des déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Pour vérification, le titulaire produit sur demande tout justificatif de traçabilité des déchets.

11. MISSIONS DU CT

Il est rappelé que le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis ou rapports du contrôleur technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au contrôleur technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le contrôleur technique ne peut donner d'instructions au maître d'œuvre, aux entreprises ni à tout autre intervenant.

Le contrôleur technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents intervenants (maître d'œuvre, entreprises, ...) qui procèdent, chacun pour ce qui les concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le contrôleur technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

L'intervention du contrôleur technique, en fonction de l'opération de travaux à laquelle le bon de commande se rapporte, peut porter sur les différentes missions suivantes, dont les descriptions et le contenu correspondent à celles énumérées dans la norme NF P 03 – 100 applicables aux marchés de contrôle Technique :

Mission	Descriptif
L	Solidité des ouvrages indissociables au bâtiment
LP	Solidité des ouvrages indissociables et dissociables
LE	Solidité des existants
AV	Vérification des Avoisinants
PV	Récolement des procès-verbaux COPREC des installations techniques
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de Séisme
SH	Sécurité incendie des personnes dans les bâtiments d'habitation
STI	Sécurité incendie des personnes dans les bâtiments relevant du code du travail uniquement
SEI	Sécurité incendie des personnes dans les établissements recevant du public
HAND	Vérification des exigences d'accessibilité des personnes handicapées
BRD	Passage du brancard
TH	Vérification des exigences d'isolation thermique des bâtiments
PHa	Vérification des exigences d'isolation acoustique dans les bâtiments autre qu'habitation
F	Fonctionnement des installations
VEI	Vérification des installations électriques
P1	Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés

11.1. RAPPORT EN PHASE ETUDE APD

Ce rapport relatif à la l'étude APD est adressé au Maître de l'Ouvrage avant le démarrage de la phase suivante.

11.2. RAPPORT EN PHASE ETUDE PRO

Ce rapport relatif à la l'étude PRO est adressé au Maître de l'Ouvrage avant le démarrage de la phase suivante.

11.3. REUNION DE LANCEMENT

Une réunion générale de lancement peut être organisée par le Maître d'Ouvrage au début de l'exécution du marché. Cette réunion rassemble les différents acteurs de la phase conception (le maître d'œuvre, le coordonnateur S.S.I., le coordonnateur S.P.S., le contrôleur technique).

11.4. COMPTES-RENDUS DU CONTROLEUR TECHNIQUE SUR LES RAPPORTS DU MOE

Des réunions aux différents stades d'avancement peuvent être prévues. Le contrôleur technique participe aux réunions en tant que de besoin. La rédaction et la diffusion des comptes-rendus est à la charge du maître d'œuvre.

Le contrôleur technique rédige un compte-rendu spécifique sur chacun des rapports de fin de phase qu'il transmet au Maître de l'Ouvrage. Le contrôleur technique émet un rapport à la fin de chacune des phases de chacune des missions de contrôle technique qui lui sont confiées.

11.5. RAPPORT INITIAL

Le rapport initial de contrôle technique relatif au contrôle des documents de conception est adressé au Maître de l'Ouvrage avant consultation des entreprises. Le délai maximal pour la remise du rapport initial est fixé à 15 jours calendaires à compter de l'envoi du Dossier de Consultation des Entreprises de l'opération de travaux afférente à la mission CT.

11.6. COMPTE-RENDU (CR) D'EXAMEN DES DOCUMENTS D'EXECUTION

Les CR sont numérotés suivant une série unique et continue et font apparaître les références précises des documents ainsi que leur indice et date de rédaction.

11.7. REUNIONS DE CHANTIERS

Le contrôleur technique est présent aux réunions de chantier, en fonction de l'avancement des travaux, sur convocation de l'établissement partie.

11.8. VISITE EN DEHORS DES REUNIONS DE CHANTIER

En dehors des réunions de chantier, en fonction de l'avancement du chantier d'une part et de certains points critiques d'autre part, le contrôleur technique, à son initiative, peut faire autant de visites de chantier qu'il le juge nécessaire, dans les conditions définies dans son offre (nombre, etc...).

En tout état de cause, chaque visite fait l'objet d'un avis de passage comportant ses observations.

11.9. RAPPORT FINAL DE CONTROLE TECHNIQUE

Ce rapport, relatif à l'ensemble de la mission est adressé au Maître de l'Ouvrage avant réception des travaux. Il rend compte de la mission du contrôleur technique et signale les avis qui, à sa connaissance, n'ont pas été suivis d'effet.

11.10. LE RAPPORT FINAL DE SECURITE DES PERSONNES

Ce rapport est adressé au maître d'ouvrage et sera rédigé conformément aux prescriptions réglementaires.

11.11. RAPPORT DE VERIFICATION INITIALE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Ce rapport relatif à la vérification des installations est adressé au Maître de l'Ouvrage avant réception des travaux.

12. DELAIS

Le contrôleur Technique doit s'attacher à ne pas retarder le déroulement de l'opération en intervenant le plus en amont possible. A défaut de les obtenir spontanément, il met les intervenants en demeure de lui fournir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier fixé par la maîtrise d'œuvre.

Les délais de remise des différents documents sont les suivants :

Documents réalisés par le CT	Délai pour remettre ces documents au maître d'ouvrage	Point de départ du délai
Rapport en phase étude APD	21 jours calendaires	A la réception des documents
Rapport en phase étude PRO	21 jours calendaires	A la réception des documents
Compte-rendu sur les rapports du MOE	15 jours calendaires	A la réception des documents
RICT	15 jours calendaires	A la réception des documents
Compte-rendu d'examen des documents d'exécution	15 jours calendaires	A la réception des documents
Rapport final du CT	21 jours calendaires	A la réception des documents
Rapport final de sécurité des personnes	21 jours calendaires	A la réception des documents
Rapport de vérification initial des installations électriques	15 jours calendaires	A la réception des documents et suite à la visite sur site